

## **CENTRE SOCIAL SALENGRO**

ASSOCIATION

Rue Jean-Baptiste Lebas  
59280 ARMENTIERES

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

## **CENTRE SOCIAL SALENGRO**

**Rue Jean-Baptiste Lebas**

**59280 ARMENTIERES**

A l'assemblée générale de l'Association CENTRE SOCIAL SALENGRO,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE SOCIAL SALENGRO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

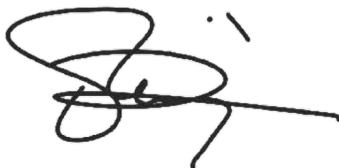
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LILLE, le 27 mai 2026

**AFIGEC HDF**

Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale  
Des Hauts-de-France



Valérie BLEUZÉ  
Associée

## Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 611	9 611		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	35 667	22 274	13 393	16 003
	Autres immobilisations corporelles	111 242	102 194	9 048	14 782
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations	1 000	1 000		
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	800		800	
<b>TOTAL (II)</b>		<b>158 320</b>	<b>135 079</b>	<b>23 241</b>	<b>30 786</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	1 000		1 000	
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 286	4 900	1 386	1 103
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	130 800	20 336	110 464	190 317
	Charges constatées d'avance	2 671		2 671	2 550
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	177 321		177 321	54 985
<b>TOTAL (III)</b>		<b>318 079</b>	<b>25 236</b>	<b>292 842</b>	<b>248 955</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>		<b>476 399</b>	<b>160 315</b>	<b>316 083</b>	<b>279 741</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

# Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(249 310)	(374 140)
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	54 126	124 830
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	(195 184)	(249 310)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	15 234	20 260
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	15 234	20 260
	<b>Total des fonds propres</b>	(179 950)	(229 050)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		39 369
	Provisions pour charges	1 418	1 763
	<b>Total des provisions</b>	1 418	41 132
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	10 975	10 666
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 792	33 784
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	304 337	310 320
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 000	108 888
	Produits constatés d'avance	5 511	4 000
	<b>Total des dettes (1)</b>	494 615	467 659
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	316 083	279 741
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	173 008	460 568
	(2) Dont emprunts participatifs		

## Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 147	1 343
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	14 486	19 232
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	570 760	779 922
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		62 592
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	41 714	11 831
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	28 690	1 362
Total des produits d'exploitation		656 797	876 282
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	176 638	156 701
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 722	21 618
	Salaires	314 762	444 202
	Cotisations sociales	67 917	134 936
	Dotation aux amortissements et dépréciations	9 405	31 717
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	27 725	1 742
Total des charges d'exploitation		602 168	790 916
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 629	85 366

## Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 629	85 366
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	20	11
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		20	11
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 000
	Intérêts et charges assimilées	523	55
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		523	1 055
RESULTAT FINANCIER		(503)	(1 045)
RESULTAT COURANT avant impôts		54 126	84 321
	Produits exceptionnels		133 451
	Charges exceptionnelles		92 942
RESULTAT EXCEPTIONNEL			40 509
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		656 816	1 009 743
TOTAL DES CHARGES		602 691	884 913
EXCEDENT ou DEFICIT		54 126	124 830
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		46 873	55 625
Bénévolat			
TOTAL		46 873	55 625
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		46 873	55 625
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		46 873	55 625



# Annexe

## Informations générales

L'objet social de l'association du Centre Social Salengro est le suivant :

- ☒ Développer les solidarités de quartier Salengro / Près du hem ;
- Mener des actions de promotion du quartier et de ses habitants et de sa jeunesse tant sur le plan culturel que social et ce, sans discrimination de principe ;
- Répondre aux besoins sociaux du quartier Salengro / Près du hem dans le cadre des agréments qui sont les siens ;
- Favoriser la participation des habitants à la vie sociale dans ses zones d'intervention ;
- Mener des actions de prévention et d'insertion en direction notamment des populations en difficultés et de la jeunesse via le développement d'activités dans le domaine de l'éducation populaire et de la jeunesse ;
- Associer toute personne et tout groupement dont les buts sont compatibles avec ceux du Centre Social et qui adhèrent à son règlement intérieur ;
- Promouvoir, créer, gérer toute activité et service d'ordre sanitaire, social, culturel, éducatif, dans l'ensemble des zones d'interventions géographiques du quartier Salengro / Près du hem, le cas échéant par la création d'équipements spécifiques.

### **Mission du Centre Social Salengro :**

Le Centre Social Salengro est un acteur au service de toutes les familles. Il est le créateur d'actions et le porteur de projets pour faciliter la vie de tous ses membres. Le Centre Social Salengro construit les réponses aux besoins des habitants du territoire, le "vivre ensemble" est le moteur de ses actions. Le Centre Social n'est pas une simple juxtaposition de services, d'activités et d'actions, accueillir de nombreux usagers au sein même du Centre favorise et permet de fait les rencontres et les échanges.

### **Moyens mis en oeuvre :**

L'association Centre Social Salengro a pour but d'offrir à la population du quartier Salengro, de la ville d'Armentières et de ses environs et pour toute tranche d'âge :

- Un lieu de rencontre et de convivialité ;
- Un espace d'animation, de re-motivation, de formation et d'expression ;
- Des espaces de valorisation de la personne ;
- Des loisirs pour les enfants, les jeunes et les adultes ;
- Un équipement familial et pluri-générationnel.

L'Association s'appuie sur une équipe de 10 salariés permanents, correspondant à 10,2 salariés équivalent temps plein.

Elle est composée des pôles suivants : Enfance-Jeunesse, Adultes-Familles-Séniors, Médiation Sociale et Administratif.

Le centre dispose de locaux mis à disposition par la Ville.

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **316 083** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **656 816** euros et un total **charges** de **602 691** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **54 126** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis en France selon les dispositions du PCG (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hormis application du règlement ANC n°2022-06, voir paragraphe ci-dessous) ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 et publié au Journal officiel du 30 décembre 2023, applicable à compter des exercices ouverts au 01/01/2025, ainsi que du règlement ANC n°2023-03 entraînant modification de l'ANC n°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La première application du règlement de l'ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Les principaux impacts du changement de réglementation sont les suivants :

- Suppression des transferts de charges (poste 79) ;
- Nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limité aux opérations directement liées à un évènement majeur et inhabituel ;
- Réforme du contenu des annexes.

Afin d'améliorer la lisibilité du passif et de mieux refléter la nature des dettes concernées, les dettes antérieures à l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire font désormais l'objet d'une présentation par catégorie de dettes.

## Règles et Méthodes Comptables

À la clôture de l'exercice précédent, les dettes fournisseurs antérieures à l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire étaient présentées au sein du poste « Autres dettes ». À compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025, elles sont présentées dans la rubrique « Dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les dettes fiscales et sociales ainsi que les dettes financières antérieures à l'ouverture de la procédure ont par ailleurs été isolées dans des sous-comptes spécifiques afin de permettre un suivi distinct de leur apurement dans le cadre du plan de continuation.

Ce reclassement constitue une modification de présentation sans incidence sur le résultat, la situation nette ou le montant total des dettes de l'association. Il affecte toutefois la comparabilité de certains postes du passif entre les exercices 2024 et 2025.

### **Changement de réglementation comptable**

Le règlement ANC n° 2022 06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, cela concerne principalement les impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025, et le reclassement des reprises de subventions d'investissements.

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Au 31 décembre 2024, les « transferts de charges » inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 5 531 € (aucun transfert de charges financières ou exceptionnelles n'a été enregistré sur l'exercice 2024). Ce montant comprend 5 531 € liés à des charges de personnel, dont des indemnités journalières de sécurité sociale.

Le poste « Transferts de charges » étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».

Au 31 décembre 2025, les indemnités journalières de sécurité sociale et divers remboursements reçus, pour un montant total de 25 492 €, sont enregistrés au crédit des comptes de charges de personnel.

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Subventions » pour 5 026 €. Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Produits exceptionnels » pour 5 845 €.

## Règles et Méthodes Comptables

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Type	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels	Linéaire	2 à 4 ans
Matériel industriel	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel informatique et de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	2 à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Règles et Méthodes Comptables

### **Cotisations**

Les cotisations ont été comptabilisées selon la méthode des encaissements.

## Faits majeurs de l'exercice

Les faits majeurs de l'exercice 2025 pour le centre social Salengro sont les suivants :

- En raison des pertes antérieures et des fonds propres négatif, l'association s'est mise en redressement judiciaire par jugement du 05/07/2024. Après une première période d'observation de juillet à janvier 2025, une prorogation de 6 mois a été octroyé. Cette procédure a été initiée afin de permettre à l'association de mettre en place sereinement son plan d'action pour renouer avec des excédents d'exploitation, de préserver les activités du centre et de protéger ses emplois.

Dans le cadre cette procédure de redressement judiciaire, un projet de plan d'apurement du passif a été présenté au Tribunal judiciaire de Lille en décembre 2025. Ce projet a été arrêté par jugement du 9 janvier 2026. Les modalités de ce plan sont présentées dans la note « Événements significatifs postérieurs à la clôture ;

- Durant cette année le centre social a été contraint de recourir à un licenciement économique afin de pouvoir espérer un avis favorable à l'issus de la période d'observation.

# Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	9 611					9 611
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 611					9 611
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	35 667					35 667
	Instal., agencement, aménagement divers	46 470					46 470
	Matériel de transport	2 071					2 071
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	61 641		1 060			62 701
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	145 849		1 060			146 909
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	1 000					1 000
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			800			800
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000		800			1 800
TOTAL		156 460		1 860			158 320



## Détails des immobilisations financières

Une participation de 1 000 €, intégralement dépréciée, correspond à l'entité : SCIC TRAJECTOIRE, ayant fait l'objet d'une procédure collective et ayant été radiée au cours de l'exercice 2025.

# Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			9 611			9 611
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			9 611			9 611
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			19 664	2 610		22 274
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			34 146	5 374		39 519
	Matériel de transport			2 071			2 071
	Matériel de bureau, mobilier			59 183	1 421		60 604
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			115 063	9 405		124 468	
TOTAL				124 674	9 405		134 079

# Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	39 369		39 369	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	1 763		345	1 418
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>41 132</b>		<b>39 714</b>	<b>1 418</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	1 000			1 000
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	4 900			4 900
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	22 336		2 000	20 336
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>28 236</b>		<b>2 000</b>	<b>26 236</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>69 368</b>		<b>41 714</b>	<b>27 654</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				41 714	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Détails des provisions

Une provision de 39 K€ constituée au titre d'un risque prud'homal a été reprise au cours de l'exercice, la procédure ayant donné lieu à une condamnation définitive. Le coût global supporté par l'association s'élève à 22 K€ et a été comptabilisé en charges sur l'exercice.

# Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	800		800
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	6 286	6 286	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	768	768	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 107	4 107	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	78 446	78 446	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	47 479	47 479	
	Charges constatées d'avance	2 671	2 671	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>140 557</b>	<b>139 757</b>	<b>800</b>
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	10 975	10 975		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	171 792	60 443	5 113	106 237
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	78 111	62 237	15 875	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	164 845	31 040	28 546	105 258
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	61 381	803	12 116	48 462
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 000	2 000		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 511	5 511		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>494 615</b>	<b>173 008</b>	<b>61 649</b>	<b>259 957</b>
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

## Détails des dettes

### **Dettes antérieures à l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire**

L'association a été placée en redressement judiciaire par jugement du 5 juillet 2024.  
Au 31 décembre 2025, les dettes antérieures à l'ouverture de la procédure inscrites au passif s'élèvent à 349 841 €. Ce montant comprend 26 139 € de créances n'ayant pas fait l'objet de déclaration dans le cadre de la procédure collective.

Le plan de continuation, arrêté par le tribunal judiciaire, prévoit l'apurement de ce passif après prise en compte de remises accordées aux créanciers concernés.

Après application des dispositions du plan, le montant des dettes appelées à être apurées s'élève à environ 265 K€.

Les dettes concernées demeurent inscrites au passif de l'association au 31 décembre 2025 et seront apurées conformément aux modalités prévues par le plan de continuation, sur une durée de douze ans, sauf remboursement anticipé.

Les principales dettes concernées se répartissent comme suit :

- ☒ Emprunts : 11 K€ ;
- ☒ Dettes fournisseurs : 28 K€ ;
- ☒ Dettes sociales et fiscales : 226 K€, dont 41 K€ de dettes salariales et 185 K€ de dettes auprès des organismes sociaux et fiscaux.

## Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2025	31/12/2024	Variations %
Créances rattachées à des participations			
Autres immobilisations financières			
Autres créances clients			
Autres créances	7 505	9 343	(1 838) -19,67
<b>TOTAL</b>	<b>7 505</b>	<b>9 343</b>	<b>(1 838) -19,67</b>

Les autres produits à recevoir reprennent un remboursement Fonjep attendu de 79,20€. Ils reprennent également des IJSS à recevoir pour 425,48 € et des créances diverses pour 7 000 €.

## Charges à payer (avec détail)

Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 697	15 190	19 507	128,4
Dettes fiscales et sociales	68 340	100 491	(32 151)	-31,99
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	2 000	11 357	(9 357)	-82,39
<b>TOTAL</b>	<b>105 037</b>	<b>127 039</b>	<b>(22 001)</b>	<b>-17,32</b>



## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>2 671</b>
REPRO IT - 1T2026		2 183	
LINKT - 01/2026		263	
OVH - 2024 -> 2027		205	
DATA IT - 01/2026		19	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>2 671</b>

## Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>5 511</b>
CPAM - PETIT PAS SANTE		3 534	
AUTOFINANCEMENT - JEUNESSE REPORTE		1 977	
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>5 511</b>

# Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(374 140)	124 830			(249 310)
Excédent ou déficit de l'exercice	124 830	(124 830)	54 126		54 126
<b>Situation nette</b>	<b>(249 310)</b>		<b>54 126</b>		<b>(195 184)</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 260			5 026	15 234
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>(229 050)</b>		<b>54 126</b>	<b>5 026</b>	<b>(179 950)</b>

## Notes sur le compte de résultat

### Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Cotisations	1 147	0 %
Ventes de prestations de service	14 486	2 %
Concours publics et subventions d'exploitation	570 760	88 %
Reprises sur dépréciations et transferts de charges	41 714	6 %
Autres produits	28 690	4 %
<b>TOTAL</b>	<b>656 797</b>	<b>100 %</b>

### Ventilation des subventions

Nature des subventions	Montant	Taux
CAF	240 159	42 %
COMMUNE	207 472	36 %
DEPARTEMENT	59 979	11 %
ETAT	53 176	9 %
QP subvention d'investissement	5 026	1 %
CPAM	4 948	1 %
<b>TOTAL</b>	<b>570 760</b>	<b>100 %</b>

### Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

### Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

## Notes sur le compte de résultat

### Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaires aux comptes pour l'année 2025 s'élèvent à 8 256 €, dont 6 000 € au titre de la mission de certification des comptes et 2 256 € au titre de missions accessoires.

### Contributions volontaires en nature

Le Centre Social Salengro bénéficie de locaux mis à disposition gratuitement par la ville d'Armentières. La ville prend également à sa charge l'ensemble des fluides (eau, électricité, gaz), et met à disposition un agent d'entretien et le prêt de matériel (tables, chaises...).

En 2025, les contributions volontaires s'élèvent à un montant de 46 873,47 € et se décomposent de la manière suivante :

- Les locaux (siège social) : 46 873,47 €.

### Effectif au 31/12/2025

Catégorie des salariés	Personnel salarié
CDI	8
CDD	2
Apprentis	0
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>

### Evènement post clôture

Par jugement du 9 janvier 2026, le Tribunal judiciaire a arrêté le plan d'apurement du passif de l'association dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire ouverte le 5 juillet 2024.

Cette décision met fin à la période d'observation et fixe les modalités de règlement du passif antérieur à l'ouverture de la procédure collective. Le plan prévoit un apurement des dettes admises sur une durée de douze ans à compter du jugement arrêtant le plan.

Le passif concerné comprend les dettes admises dans le cadre de la procédure collective, après prise en compte des créances non déclarées ainsi que des remises consenties par certains créanciers conformément aux dispositions retenues dans le plan.

L'association demeure tenue de respecter les échéances et engagements prévus par le plan pendant toute sa durée d'exécution. Un commissaire à l'exécution du plan a été désigné par le Tribunal afin d'en assurer le suivi.

Cet événement, intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice, n'a pas donné lieu à ajustement des comptes au 31 décembre 2025. Il constitue néanmoins un élément significatif pour l'appréciation de la situation financière de l'association.

L'arrêt du plan d'apurement du passif conforte l'hypothèse de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels au 31 décembre 2025.

## Engagement retraite

### ***Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés***

Le montant des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 5 644 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Convention collective des centres sociaux ;
- L'âge de départ à la retraite : 64 ans ;
- Le taux de rotation du personnel : Moyen ;
- Le taux moyen d'augmentation des salaires : 1 % constant ;
- Le taux d'actualisation retenu : 3,96 % ;
- Le taux moyen des charges sociales : 50 %.

Pour information, le Centre Social Salengro dispose d'une assurance à ce titre chez MALAKOFF. A ce titre, au 31 décembre 2024, la valeur de l'actif de couverture s'élevait à 4 225 €. L'information au 31 décembre 2025 n'était pas disponible à la date d'établissement des comptes. Le solde non couvert est provisionné au passif de l'association pour un montant de 1 418 €.